

souscrit à l'ouverture de discussions entre les Britanniques et les Chypriotes, tout en faisant remarquer au haut-commissaire du Royaume-Uni que, selon lui, « l'idée de créer un statut spécial pourrait entraîner de graves conséquences pour l'avenir du Commonwealth » (document 117).

L'ambassadeur du Canada en Allemagne de l'Ouest et ancien haut-commissaire du Canada à New Delhi, Escott Reid, formule un certain nombre de propositions sur le rôle du Commonwealth dans le monde postcolonial qui se dessine. Dans une lettre adressée à Green, il affirme que le Commonwealth pourrait servir à « jeter des ponts solides entre les démocraties occidentales et les nouvelles démocraties d'Asie et d'Afrique » (document 143). C'est à cette fin qu'on décide de renforcer les liens existants. Réuni à Jakarta, le Comité consultatif du Plan Colombo décide de reconduire ce mécanisme au-delà de 1961 pour une période additionnelle de cinq ans (document 142). À la première Conférence sur l'éducation du Commonwealth, tenue à Oxford, il est également décidé de renforcer diverses initiatives dans le domaine de l'enseignement, y compris le programme de bourse d'études et de recherche, dont on avait d'abord envisagé la création lors de la Conférence sur le commerce et l'économie qui avait eu lieu à Montréal en 1958. Depuis le début des années 1950, les ministres des Finances du Commonwealth se réunissent à intervalles réguliers pour discuter des relations économiques. En 1959, il est décidé d'officialiser ces rencontres et de créer le Conseil économique consultatif du Commonwealth. Les fonctionnaires chargés des dossiers commerciaux et financiers se réunissent au printemps, tandis que les ministres des Finances se rencontrent en septembre. Ces efforts concertés pour accroître la consultation dans les domaines de l'éducation, de l'aide au développement et du commerce montrent à quel point le gouvernement Diefenbaker est déterminé à veiller à ce que le Commonwealth demeure une organisation internationale vigoureuse et dynamique.

Au Moyen-Orient, le Canada joue tout au long de l'année 1959 un rôle plus actif et plus important que jamais auparavant sauf au moment de la crise de Suez. Cela s'explique principalement par la nomination, à l'automne 1958, d'Arnold Smith au poste d'ambassadeur du Canada en République arabe unie (RAU). Depuis 1956, ni le Royaume-Uni ni la France ne sont représentés au Caire, de sorte que le Canada dispose d'une liberté d'action nettement plus grande qu'à l'accoutumée. Aussi Smith est-il capable de nouer d'excellentes relations personnelles avec le président Gamal Abdel Nasser et d'autres membres du gouvernement égyptien, ce qui lui permet d'exercer une grande influence sur le cours des événements.

L'attention de la communauté internationale se tourne de nouveau vers l'Égypte en décembre 1958, lorsque Nasser accepte l'aide soviétique pour la construction du barrage d'Assouan. Certains craignent naturellement que la RAU ne tombe dans le giron soviétique, mais comme le souligne Smith en janvier 1959 (document 363), Nasser lui-même amorce un revirement à la suite des événements en Irak. La révolution de juillet 1958 ayant mené au renversement de la monarchie et du régime pro-occidental du premier ministre Nuri al Said, il appert de plus en plus que le nouveau premier ministre iraquien, Abdul Karim Qasim, est lié d'un peu trop près aux éléments communistes présents dans son pays. Soucieux de préserver l'autonomie de l'Irak, Qasim rejette la prétention de Nasser à se poser en leader du